

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL /n° 88 /AOUT 1981/3ff./30fb./2fs./0.70 Cts. Can.

CHOMAGE... HAUSSES EN CASCADE ...

QUEL CHANGEMENT !

● Eh bien, maintenant ils les ont tous entre leurs mains, les leviers de commande de l'Etat bourgeois, nos valeureux "défenseurs de la classe ouvrière"! Maintenant il a pris corps leur fameux "gouvernement d'Union de la Gauche", en faveur duquel, d'élections en élections, pendant près de dix ans, toute la gauche, PC, PS, syndicats, gauchistes a appelé les prolétaires à se mobiliser massivement. Maintenant il existe ce mythique "Gouvernement des partis des travailleurs" qui devait "Ouvrir la voie au socialisme!", "Satisfaire les revendications légitimes des prolétaires!", "Mettre un terme à l'austérité et au chômage", "Améliorer réellement et durablement la condition ouvrière", "Travailler efficacement au retour de la paix dans le monde" etc, etc...

Oui, il existe ce gouvernement! Et il remplit même les conditions que les plus pointilleux de ses partisans déclarés exigeaient qu'il remplisse, pour que la gauche soit à même de tenir les promesses faites dans le passé. Cette dernière, en effet, détient à elle seule, la présidence de la République, tous les ministères, les secrétariats et sous-secrétariats d'Etat. Son gouvernement dispose pour gouverner, pendant au moins cinq ans si bon lui semble, de l'appui d'une superbe majorité absolue au parlement. Il comporte même les ministres communistes que le PC et la CGT présentaient hier comme la garantie des garanties pour que soient satisfaites "les revendications légitimes des travailleurs et des masses populaires". Et c'est à peine si les trotskystes, ces experts en authenticité de "gouvernements

ouvriers" peuvent se plaindre de la présence en son sein du "ministre bourgeois" (sic) Jobert tant il est beau, fort, et magnifiquement de gauche leur "gouvernement des travailleurs".

Leur gouvernement donc existe. Tous : PC, PS, CGT, CFDT, gauchistes ont salué sa naissance avec force réjouissances populaires et vins d'honneur dans les entreprises, comme une "victoire", une "victoire historique" même de la classe ouvrière. Et, depuis deux mois, leur gouvernement travaille. Mais que fait-il? Que va-t-il faire dans les mois à venir? Ni plus ni moins que poursuivre, intensifier la politique de chômage, d'austérité, de renforcement des moyens de répression contre les exploités, que subissent tous les prolétaires dans tous les pays. Ni plus, ni moins que poursuivre la politique de Giscard-Barre. Ni plus ni moins enfin, qu'assumer la défense du capital national contre la classe ouvrière, qui est la raison d'être de la gauche. Cette tâche qu'elle remplissait hier dans l'opposition en affaiblissant par ses mensonges, ses manoeuvres, ses sabotages, ses "trahisons" diverses des luttes, la riposte des ouvriers à l'aggravation de la crise du capitalisme mondial; cette tâche qu'elle doit désormais remplir, aussi, au gouvernement.

La preuve de ces affirmations? Elle est, sans se référer au passé, toute entière contenue dans les mesures prises durant ces deux mois par le gouvernement. Jugeons-en!

"LA LUTTE CONTRE L'AUSTERITE"

Le gouvernement de la gauche est parti en guerre au lendemain de l'élection de Mitterrand contre l'austérité intolérable sous "Giscard-Barre". Et... il a pris à grand renfort de publicité les mêmes mesures post-électorales traditionnelles, qualifiées hier à juste titre de "poudre aux yeux", que ses prédécesseurs de droite. Le SMIC, diverses allocations ((vieillesse, familiales, logement), le salaire des fonctionnaires ont été augmentés, soit une progression du pouvoir d'achat, de 1,7% supérieure à celle accordée en 74 par Giscard d'Estaing (selon les chiffres officiels contestés, hier, par la gauche). Soit encore une augmentation du SMIC et des salaires des fonctionnaires correspondant pour près des 2/3 au simple rattrapage de l'augmentation officielle du coût de la vie intervenue antérieurement. Puis le gouvernement a annoncé la création d'une future cotisation chômage pour les fonctionnaires. Enfin, comme les gouvernements de droite nous y avaient habitués, il

SUITE PAGE 2)

Emeutes en Grande-Bretagne

LE SPECTRE DE LA REVOLTE SOCIALE

● Hier, la propagande bourgeoise disait : Brixton, c'est un phénomène local, dérivant de problèmes essentiellement raciaux. Les événements se sont chargés de répondre à ce mensonge : c'est une véritable vague de révoltes sociales qui submerge l'Angleterre industrielle et ouvrière, allumant ses brasiers dans absolument tous les grands centres du pays : Birmingham, Derby, Hull, Manchester, Newcastle, Liverpool, Leicester, Nottingham,, Londres...

Ce qui se passe à cette heure-ci en Grande-Bretagne donne leur sens clair, en les amplifiant, à toute la série de soulèvements sociaux qu'on a vu se produire, ces dernières années, au coeur même des grands pays occidentaux : le "mouvement autonome" en Italie (1977) ; les affrontements généralisés entre squatters et police à Amsterdam et Berlin ; la "révolte de la jeunesse" à Zurich, et ses échos à Oslo, Copenhague et Vienne. Aux U.S.A., c'est la révolte de Miami contre le racisme de la police et la répression. En Angleterre même c'est, l'an passé, le précédent de Bristol...

Il n'y a plus de doute possible : c'est le spectre de la révolte sociale qui a commencé à se dresser au-dessus des places-fortes elles-mêmes du monde capitaliste. Ses raisons fondamentales sont l'austérité et le chômage.

En dépit de leurs particularités, toutes ces révoltes sont une réponse aux effets du chômage massif qui se développe maintenant au sein des économies occidentales. Parmi les secteurs les plus concentrés de la classe ouvrière, le chômage réellement massif est, en toute relativité, une expérience "neuve". Avec d'importantes exceptions (sidérurgistes en Grande-Bretagne et en France, mineurs en Angleterre encore)

l'effet initial de ce chômage généralisé a le plus souvent été d'intimider les ouvriers qui nourrissent cette crainte, que partir en grève pourrait n'aboutir qu'à provoquer des licenciements. C'est là une des raisons expliquant pourquoi la classe ouvrière des grands pays occidentaux demeure encore en-dessous des cimes atteintes par les gigantesques batailles de classe qui continuent de se mener en Pologne.

Mais le fait que les tensions sociales travaillent en profondeur, à l'Ouest comme à l'Est, est justement attesté par cette flambée de révoltes du genre de celles qui allument l'Angleterre. L'état de développement de ces tensions se montre en même temps dans le fait que les révoltes dans lesquelles la composante ouvrière est toujours présente et même souvent prépondérante, éclatent en marge des lieux de production. C'est que, en l'absence de mouvements ouvriers de grève en masse, le centre de l'agitation sociale, tend dans les pays occidentaux, pour le moment, à se déplacer vers les catégories de population qui sont à la fois celles qui affrontent déjà les effets du chômage qui s'amplifie depuis plusieurs années et constituent en même temps les secteurs les plus vulnérables à l'attaque générale de la bourgeoisie : les noirs, les travailleurs immigrés, la jeunesse, les éléments des couches sociales intermédiaires en voie de sous-prolétarianisation (étudiants, intellectuels, etc.).

Les problèmes qui saisissent ces catégories apparaissent dans les mobiles immédiats des révoltes :

- l'impossibilité de se procurer des lo-

(SUITE PAGE 4)

SOMMAIRE

- LE SOMMET D'OTAWA. p.2
- A PROPOS DE "VOLONTE COMMUNISTE". . p.3

QUEL CHANGEMENT!

(SUITE DE LA PAGE 1)

, en pleine période estivale, "moment propice aux mauvais coups", augmenté les produits de "luxe" de la classe ouvrière : les loyers de 30 à 110%, le gaz de 20%, l'électricité de 15%, l'essence, les tarifs des trains, du métro, les cigarettes, les médicaments, le pain.

Mais que les ouvriers se rassurent : l'augmentation des péages d'autoroutes n'interviendra grâce à Fiterman, que le 7 septembre!

"LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE"

-Le gouvernement de la gauche est également parti en guerre contre "le chômage intolérable sous Giscard-Barre".

Contre le chômage en général, il a pris des mesures "formidables" si l'on en croit les louanges des médias et les "tollés" de la droite qui les a saluées. Il a créé 54.000 des 210.000 chômeurs emplois nouveaux dans la fonction publique promis par Mitterrand pour "répondre à la situation intolérable et aux inquiétudes légitimes" (sic) des 1 million 800.000 chômeurs officiels. Un mois plus tard, Mitterrand annonce que seulement 50 autres mille suivront en 1982. Un point c'est tout.

Contre le chômage en général, le gouvernement a décidé, dans la tradition "ouvrière" et "internationaliste" qui s'était illustrée pleinement dans la "politique bulldozer" de Vitry de poursuivre la politique antérieure de fermeture des frontières pour les travailleurs immigrés. Il a décidé d'intensifier la politique "d'encouragement au retour dans leur pays" de ces mêmes immigrés qui "pouvaient", sous Barre-Stoléro, bénéficier d'une prime de départ de un million de francs et qui désormais n'auront plus droit qu'à une formation professionnelle. Il a décidé d'intensifier la chasse aux immigrés clandestins. Bref, il a reconduit, développé la politique de Barre-Bonnet-Stoléro qui n'a jamais, et pour cause, arrêté la progression du chômage mais a, par contre, été une arme efficace de division des travailleurs. Mais que la classe ouvrière se rassure, le nouveau gouvernement a promis qu'il humaniserait cette politique pratiquée par la droite, en renforçant les contrôles de police aux frontières, et sur le territoire national. Et les immigrés qui détiendront un travail clandestin, qui pourront faire la preuve qu'ils sont entrés en France avant le premier janvier 1981, recevront un titre de séjour provisoire (sic).

Toujours contre le chômage, il a décidé d'accorder des crédits aux entreprises les plus compétitives sur le marché mondial comme n'a cessé de le faire 5 ans durant Barre. Il a décidé avec force de publicité d'accorder de nouveaux crédits aux entreprises au bord de la faillite pour "qu'elles puissent passer l'été" (sic). Et ceci, à condition que ces entreprises présentent les mêmes critères que celles de Boussac-Saint-Frères : devoir d'un seul coup licencier 20.000 ouvriers, être situées dans des régions à forte concentration ouvrière ou à quelques kilomètres de la ville du "ministère anti-chômage", Mauroy. Ce qui a eu pour résultat une mise au chômage de travailleurs n'ayant pas la "chance" de bosser dans des entreprises répondant à ces critères, massive, mais discrète.

Contre le chômage des jeunes, le nouveau gouvernement de gauche a trouvé une arme redoutable : reconduire la politique des pactes pour l'emploi des jeunes de Raymond Barre avec en moins les mesures ne donnant pas satisfaction aux employeurs. Il a reconduit des mesures que, hier, la gauche dénonçait comme inefficaces et permettant aux employeurs de disposer d'une main d'œuvre sous-payée et débauchable à tout moment.

Quant aux remèdes miracles (les 35 heures tout de suite sans diminution de salaire, la cinquième semaine de congés payés-déjà réalité pour la moitié des salariés- la retraite à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes) que la gauche, hier, mettait en avant pour faire croire à la possibilité d'un capitalisme sans chômage et soigner son image de marque pour pouvoir casser les luttes des ouvriers actifs et des chômeurs, ils sont devenus des projets "à l'étude" comme bon nombre de mesures "sociales" qui figuraient dans les programmes de ses partis. Seule, subsiste la mise en chantier du passage des 40 heures légales aux 39 heures et la généralisation de la cinquième semaine de congés, présentées à grand bruit comme le premier pas vers les

35 heures telles qu'elles étaient revendiquées hier. Cette mesure est si favorable à la classe ouvrière, que le CNPF, ce "supput du capital" a salué le premier protocole d'accord entre les syndicats et le patronat comme réaliste et que la CGT, soucieuse de pouvoir conserver un minimum d'influence sur les ouvriers lors de sa mise en application, a adopté une attitude très critique;

Sa mise en application ne permettra en effet ni de créer des emplois, ni de maintenir ceux qui existent. Elle permettra seulement aux entreprises privées et nationalisées de faire travailler les ouvriers le jour, la nuit, le samedi et le dimanche, plus ou moins longtemps selon les fluctuations des carnets de commandes, toujours à moindre frais et sans recourir au chômage technique.

Quant aux nationalisations des grands groupes industriels, présentés hier, comme des outils indispensables pour lutter contre l'austérité et le chômage "organisé" par les patrons privés et les multinationales, elles ne visent qu'à maintenir le plus longtemps possible l'image "anti-capitaliste" que la gauche conserve encore auprès des exploités.

Les luttes des travailleurs de Renault, des services publics, de British Leyland en Angleterre, celles des ouvriers polonais tous nationalisés démontrent que les nationalisations n'ont jamais ni supprimé, ni adouci l'exploitation, ni, jamais garanti la classe ouvrière contre le chômage.

Deux mois après la constitution du "gouvernement des partis des travailleurs", le bilan pour les exploités se résume donc à ceci : davantage d'austérité, davantage de chômage. Avec en plus et pour être complet : 1000 flics supplémentaires; la création de nouveaux commissariats de police dans les quartiers ouvriers qui appelle par elle-même la création d'un contingent de flics supplémentaire pour les remplir; la réorganisation des services de police, le renforcement de la coordination des corps de répression; la mise à l'honneur par le gouvernement de la gendarmerie, cette institution "bon enfant" qui dispose déjà à la différence des CRS, en tant que corps d'armée d'un matériel plus approprié pour faire face à des explosions sociales. Bref, un nouveau renforcement de l'appareil d'intimidation et de répression du capital contre la classe ouvrière.

Deux mois après, la seule perspective que le gouvernement des défenseurs de gauche du capital national peut proposer aux prolétaires après leur avoir promis le changement, c'est encore plus de chômage encore plus d'austérité. " Vos aspirations légitimes devront attendre" (Mitterrand à son retour d'Ottawa).

Deux mois après, comme hier, comme dans tous les pays du monde, la classe ouvrière se trouve placée devant le choix : soit attendre, attendre encore et subir toujours davantage l'attaque du capital, soit se battre résolument contre cette attaque. En prenant en mains ses luttes hors et contre le contrôle des partis de gauche, des syndicats, des gauchistes. En cherchant à unifier ses rangs par delà les divisions en atelier, usine, branche d'industrie, région, nation que le capitalisme lui impose. En refusant de placer ses efforts de résistance, comme l'y invite ses exploités de gauche comme de droite, sous le signe de la défense de l'économie, de l'entreprise, de la région, de la nation; c'est à dire sur le terrain de l'économie bourgeoise qui au nom du profit et de la concurrence jette par dizaines de milliers les prolétaires au chômage, augmente les cadences et baisse les salaires de ceux qui conservent leur travail.

Car c'est de cette façon, et de cette façon là seulement que la classe ouvrière peut limiter momentanément la portée de l'attaque du capital

Car c'est de cette façon, et de cette façon là seulement que la classe ouvrière pourra limiter au moins momentanément la portée de l'attaque du capital et trouver la force et les moyens de détruire le capitalisme.

L.L.

LISEZ:
LES SYNDICATS CONTRE
LA CLASSE OUVRIERE
Brochure du C.C.I.

SOMMET D'OTTAWA

UN ALIBI POUR L'AUSTERITE

Lors de chacun de leurs "sommets", comme celui d'Ottawa qui vient de s'achever, les chefs d'Etat des principales puissances industrielles du bloc occidental n'éprouvent aucun mal à trouver un terrain d'entente tant qu'il s'agit de définir les options politiques et militaires communes face au bloc adverse (voir leur communiqué condamnant l'invasion russe en Afghanistan...).

Il n'y a pas davantage de remous quand il est question d'accroître le contrôle et de renforcer les pressions politiques et économiques - hypocritement dénommées "aide" et "dialogue Nord-Sud" - sur les Etats les plus faibles et menacés d'instabilité, ou encore de faire porter par d'autres, comme les pays de l'OPEP, le fardeau des "efforts financiers". Mais lorsque ces "maîtres" de la planète capitaliste prétendent, tels des apprentis-sorciers, contrôler les emballements et les désordres du système économique dont ils sont les tout dévoués serviteurs, là les "graves problèmes" commencent à se poser.

Pour faire avaler les si amères pillules des mesures d'austérité que la gestion de la crise est appelée à entraîner à brève échéance, le nouveau gouvernement "de gauche" en France ne disposait que des "mefaits de la gestion précédente" et des "bâtons dans les roues" de la droite et du patronat. Vue l'étendue des pouvoirs politiques qui lui sont échus aujourd'hui, le paravent du : "c'est la faute de la droite", apparaît mince et bien fragile. Le "sommet" d'Ottawa lui aura permis d'exploiter un filon de plus de la même veine, pour renforcer les alibis des mesures d'austérité à venir : "c'est la faute aux américains". Ce recours a été immédiatement utilisé par le chancelier Schmidt en RFA où, d'ores et déjà, de sévères mesures de réduction du budget ont été annoncées pour 1982.

Il est vrai que les taux d'intérêt record pratiqués par les Etats-Unis vont entraîner un brutal ralentissement de l'activité économique au niveau mondial, et par là, une aggravation très forte du chômage. Il est vrai que le cours élevé du dollar va entraîner une relance générale de l'inflation. Mais il est stupide de voir là le produit d'une simple volonté américaine de "mettre l'Europe à genoux".

Il y a une part de vérité quand Reagan déclare qu'un dollar fort et des taux d'intérêt élevés correspondent "au bien de tous". A des fins de pure propagande nationale, les dirigeants européens feignent

d'oublier les risques qu'encourt le système monétaire international qui depuis des années, fait de la corde raide au-dessus du vide : pour le capitalisme, il est devenu absolument nécessaire "d'éponger" la masse phénoménale de dollars en circulation dans le monde et de raffermir une monnaie devenue, depuis 1971, la base de tous les échanges commerciaux, pour éviter à court terme une "catastrophe" monétaire. "Nos" dirigeants auraient-ils la mémoire si courte qu'ils ont oublié la frayeur éprouvée par le monde capitaliste devant la crise du dollar en 1973 ?

La "politique américaine" reflète bien davantage la crainte d'un effondrement général qui "travaille" l'ensemble du monde capitaliste aujourd'hui (nous reviendrons prochainement et de façon plus détaillée sur les phénomènes actuels de la crise) qu'une omnibulation sur une "offensive" économique anti-européenne.

Il est vrai que les USA évaluent, en chef de file du monde capitaliste occidental, en priorité les risques monétaires et économiques. Il est tout aussi vrai que les Etats européens sont davantage sensibilisés sur les "périls sociaux" que vont faire encourir les mesures d'austérité et les perspectives d'aggravation du chômage nées de leur confrontation avec la crise - et ce n'est pas un hasard si ce sont les "sociaux-démocrates" Schmidt et Mitterrand qui jouent les porte-paroles sur ce registre.

Ces "points de vue différents" pourtant unis dans les mêmes intérêts fondamentaux ne font qu'exprimer les dilemmes de l'ensemble du monde capitaliste et pas seulement à l'Ouest, qui se trouve de plus en plus nettement coincé dans ses insurmontables contradictions : d'un côté, la nécessité de repousser sans cesse et de contenir la menace d'un effondrement économique généralisé, de l'autre celle de repousser et de contenir la menace représentée par la "masse de manoeuvre" du capitalisme dans cette crise : le prolétariat.

Ce n'est pas une impasse pour l'Europe, mais pour toute l'humanité. Le responsable, ce n'est pas seulement "les américains", mais c'est tout le capitalisme. Les cabotinages de "vedettes" dont usent les chefs d'Etat, ont beau être mis en relief, le seul spectacle que ceux-ci puissent offrir, c'est, avec de plus en plus d'évidence, celui de l'agonie de leur monde.

YD.

Immigrés: UNE SEULE CLASSE OUVRIERE

● "Il n'y a pas de problème d'immigrés! Ou alors il faut dire : nous sommes tous des immigrés. Le seul problème, c'est qu'il y a d'un côté les bourgeois, avec leurs flics, leurs lois, leurs tribunaux, leurs prisons, qui peuvent se payer ce qu'ils veulent, aller où ils veulent avec l'argent qu'ils ramassent sur le dos des ouvriers ; et que de l'autre côté il y a les ouvriers qu'ils exploitent, qu'ils obligent à vivre dans des logements pourris, dans des quartiers pourris, dans la violence et dans la merde ; à qui ils baissent des salaires déjà maigres, qu'ils mettent au chômage ou expulsent dans le "bled" quand ils ne sont plus rentables.

Le seul problème, c'est qu'il y a d'un côté les bourgeois avec leur journaux, leur télé qui racontent n'importe quoi, qui bourrent le mou aux ouvriers ; les bourgeois avec leurs politiciens qui parlent des gens et au nom des gens qu'ils ne connaissent pas ; et de l'autre côté les ouvriers qui n'ont que le droit d'écouter et de se taire.

Ce sont les bourgeois qui créent et entretiennent le racisme pour diviser les ouvriers afin qu'ils ne s'unissent pas pour leur foutre sur la gueule.

La droite, la gauche sont pourries. Même si la gauche a des idées intéressantes, Marchais et Mitterrand n'ont rien à foutre du changement. Ils sont bien installés, tranquilles. Eux ne risquent pas de perdre leur boulot.

Les ouvriers se sont fait roulés quand ils votent pour la gauche, pour le PC. Ils se font rouler quand ils se laissent diviser, alors qu'il faudrait qu'ils s'unissent tous, antillais, français, juifs, arabes pour foutre en l'air le système.

Et ce problème, n'existe pas qu'en France ! Il existe en Algérie, en Tunisie, en Israël, aux Etats-Unis... partout !

Cette déclaration politique, que nous retranscrivons ici dans ses grandes lignes, n'est pas celle d'un ouvrier fraîchement acquis au marxisme, aux thèses du CCI. C'est la déclaration de Mustapha, l'un des copains de Kader, fils d'ouvrier immigré comme lui, abattu par un gardien d'immeuble, dans une cité d'HLM de Vitry.

C'est celle que l'on retrouve, à peine modifiée dans la bouche d'ouvriers immigrés grévistes des foyers Sonacotra, qui pendant plus de 5 ans se sont battus contre l'augmentation des loyers et les conditions d'oppression que le capital leur imposait, qui tente encore de résister en cherchant à briser l'isolement, sous le mot d'ordre "travailleurs français, immigrés, une seule classe ouvrière". C'est la déclaration d'ouvriers chômeurs et actifs, français et immigrés en lutte au coude à coude en 79 à Longwy contre les licenciements.

C'est celle d'ouvriers français et immigrés qui un matin de février 80, sur le marché d'Argenteuil ont improvisé une heure durant un mini-meeting sur la question de la guerre impérialiste, de l'exploitation des ouvriers, des droits de la classe ouvrière... avant de se faire disperser par la très démocratique police républicaine.

C'est celle d'ouvriers, jeunes et vieux, français et immigrés, venus de différentes cités HLM de la banlieue parisienne, à Vitry, manifester leur solidarité à la famille de Kader, et crier leur indignation contre les municipalités communistes et la CGT qui, en bon défenseur de l'ordre capitaliste, réclame la construction d'un nouveau commissariat à Vitry, le développement de l'ilotage par la police des quartiers ouvriers, au nom de "la défense de la sécurité de la classe ouvrière française" (sic!).

C'est la déclaration d'un fils d'une classe universellement exploitée et opprimée, qui apprend à se battre, à reconnaître ses ennemis, à penser et agir par et pour elle-même.

C'est une déclaration faite dans une émission de télévision gouvernementale sur laquelle, la presse de droite et de gauche, si rapide pour répéter les déclarations de Mitterrand, de Marchais, de Maire, de Séguin ou celles d'un chanteur de variétés - qui demande à la bourgeoisie, à ses partis, à ses syndicats, de rajeunir leur langa-

ge pour mieux encadrer, mieux mystifier - a gardé le silence.

Car elle était inutilisable telle quelle par la bourgeoisie, par ses partis de gauche, ses syndicats et ses gauchistes auxquels revient la tâche d'organiser l'émission des luttes, de les saboter en les enfermant dans leur spécificité, de les enterrer dans le cadre de la légalité bourgeoise.

Elle était inutilisable et pouvait s'avérer néfaste :

-Au moment où la bourgeoisie en France renforce son arsenal juridique et policier pour imposer légalement et en masse l'expulsion de dizaines de milliers d'ouvriers immigrés, en finir avec les derniers foyers de résistance des grévistes de la Sonacotra, imposer un nouveau pas dans l'austérité légale et le chômage légal à l'ensemble

de la classe ouvrière.

-Au moment où la grève des ouvriers turcs "sans-papiers" en France contre leurs conditions d'exploitation qu'ils partagent avec des dizaines de milliers d'ouvriers grecs, yougoslaves, mauriciens, la lutte des ouvriers turcs en Turquie, celle des ouvriers tunisiens en Tunisie, des ouvriers algériens en Algérie, des ouvriers anglais, brésiliens, hollandais, américains contre le chômage et l'austérité démontrent clairement : que quel que soit l'endroit où elle se trouve, la classe ouvrière n'a rien d'autre à attendre de la bourgeoisie que davantage d'exploitation, de misère et de barbarie. Qu'à la force et au droit de la bourgeoisie elle ne peut opposer pour résister et vaincre que la force de son unité combattante par delà les divisions que le capital lui impose.

L.L.

un entraînement pour la GUERRE CIVILE

● Curieux terrain de manoeuvre qu'une cité de HLM de Belfort. C'est ce qu'on dit penser ses habitants en voyant passer des tanks pendant que l'armée diffusait des appels au calme dans toute la cité... Curieux ? Non, cette mesure fait partie de tout un tas d'autres mesures moins spectaculaires, mais tout aussi efficaces telles que placer un officier militaire dans chaque commissariat d'arrondissement à Paris, moderniser tout ce qui concerne l'armement pour la guérilla urbaine (nouveaux gaz asphyxiants, tanks capables de traverser la Seine, nouveaux équipements des CRS, etc...).

Telle une araignée qui tisse sa toile, la bourgeoisie met en place tout un réseau de répression, mais contre qui ?

Qui depuis la fin des années 60 relève la tête, qui mène des grèves de plus en plus nombreuses et par là même empêche la bourgeoisie d'imposer sa solution à la crise : la guerre impérialiste, et enfin qui habite les HLM,

sinon la classe ouvrière !

C'est directement contre la classe ouvrière et pour prévenir les prochains affrontements de classe que la bourgeoisie prend de telles mesures. De plus en plus dans les préoccupations de la bourgeoisie, l'ennemi intérieur prend de l'importance. Et déjà la classe dominante se prépare au combat militaire contre la classe ouvrière.

Les récentes manoeuvres dans le territoire de Belfort sont un avertissement pour le prolétariat. Si celui-ci a encore quelques illusions sur le sort qui l'attend, la bourgeoisie quant à elle n'en a aucune sur le sort qu'elle lui réserve.

En France comme dans tous les pays du monde, lorsque les travailleurs descendent dans la rue pour défendre leurs intérêts de plus en plus c'est par la mitraille qu'on leur répondra. A la classe ouvrière d'en prendre conscience, afin de préparer sa riposte de classe.

I.T.

LE VOYAGE DE GISCARD EN ARABIE: DU PETROLE CONTRE DES CANONS

● Une fois de plus, à l'occasion du voyage du président de la république française dans les pays arabes du Golfe Persique, la diplomatie française vient de se singulariser vis à vis des positions américaines. Après les divergences exprimées à l'égard des réactions des USA face à la percée russe en Afghanistan, vis à vis du boycott des Jeux Olympiques, les récentes déclarations de Valéry Giscard d'Estaing sur "l'autodétermination des palestiniens" et sur la participation de l'OLP à une négociation de paix, semblent être un nouveau pavé dans la mare de la diplomatie occidentale.

Qu'en est-il en réalité? Toutes ces prises de position sont-elles l'expression d'une politique de plus en plus indépendante de la France vis à vis de son tuteur américain, sont-elles l'expression d'une politique autonome vis à vis des deux blocs impérialistes : une politique de troisième voie?

yen-Orient (Koweïzi, Mauritanie, Tchad, La Mecque, Tunisie, etc...);

- d'autre part une tradition diplomatique d'"indépendance" héritée de son histoire et notamment des velléités gaullistes d'une plus grande liberté vis-à-vis des USA (marquée par le retrait de l'OTAN, la politique d'ouverture vis-à-vis de l'URSS et de la Chine, et une politique pro-arabe qui s'était traduite par l'embargo des armes vis-à-vis d'Israël).

Avec ces atouts, la bourgeoisie française essaie de défendre au mieux son capital national sur la scène mondiale. La défense de ses intérêts passe-t-elle par une désolidarisation d'avec les USA, par la tentative d'une politique non-alignée ? La France a des intérêts spécifiques à défendre, elle n'est pas une marionnette de l'impérialisme américain, c'est sûr, mais ses intérêts elle les défend dans le cadre du bloc occidental. La diplomatie française est le digne complément de la diplomatie américaine même si elle est inspirée par les propres intérêts du capital français. Le récent voyage de Valéry Giscard d'Estaing au Moyen-Orient en est un exemple.

Des armes contre du pétrole

Les déclarations pro-palestiniennes du président Giscard lors de son voyage n'ont en fait rien de bien nouveau, ni d'original ; elles sont partagées par la majorité des pays ouest-européens et

par le Japon. Par ailleurs, l'ancien délégué américain de l'ONU, Andrew Young avait fait des déclarations bien plus tonitruantes sur la question. Même si celui-ci fut désavoué, comme fut désavoué par Carter le récent vote US à l'ONU désavouant Israël, ces prises de positions convergentes constituent de fait une pression du bloc occidental dans son ensemble sur Israël afin d'amener cet Etat à faire des concessions dans les négociations en cours avec l'Egypte.

Ainsi malgré des divergences de façade, la politique française va tout à fait dans le sens général de la politique étrangère US au Moyen-Orient : élargir et consolider les accords de camp David par l'ouverture de la salle de négociation aux représentants palestiniens ; pour cela il faut accentuer les pressions sur Israël, et à-dessus toutes les puissances occidentales sont d'accord.

Au moment où la pression militaire russe se fait plus pressante à travers l'Afghanistan et le Yémen du Sud et où l'instabilité sociale au travers des événements d'Iran, de Syrie, de La Mecque s'accroît brutalement, le renforcement militaire des régimes en place en Arabie est une nécessité sur laquelle là encore tous les occidentaux sont d'accord. Les ventes d'armes françaises et la mise en place d'une coopération militaire avec la France, permet de rendre plus discrète la présence américaine, très impopulaire aux yeux de la population (il y a aujourd'hui plus d'instructeurs militaires français en Arabie Saoudite que d'instructeurs américains). De fait, l'inquiétude des bourgeoisies arabes du golfe persique n'est pas tant liée à l'Afghanistan qu'aux événements d'Iran qui ont précédé, comme le déclare le chef d'Etat-major d'Abu Dhabi : "Si les soviétiques veulent conquérir militairement nos pays, ils le peuvent. Le feraient-ils ? Je ne crois pas. Le danger pour nous est ailleurs". C'est à dire le danger est intérieur. La stabilité des régimes du golfe est menacée.

Les propositions d'aide militaire de la France, tombent à pic pour renforcer le potentiel militaire de la région

tout en rendant plus "discrète" la présence américaine. De plus, en relançant le problème palestinien, la diplomatie française offre un cheval de bataille mystificateur éprouvé aux bourgeoisies arabes qui, traumatisées par la peur de la déstabilisation à l'iranienne, trouvent en la France un conseiller expérimenté dans la répression de l'agitation sociale ou politique : Koweïzi, La Mecque, Gaïsa.

De cette situation, le capital français retire des dividendes intéressants sur le marché pétrolier. Du pétrole contre les canons, tel est l'échange profitable à l'économie française. Mais il ne faut pas croire que le reste du bloc n'y trouve pas aussi son avantage : les pays européens et le Japon sont satisfaits de voir se renforcer les éléments de stabilité dans cette région, de même que les Etats-Unis.

De fait, il y a un partage des tâches, tant au niveau militaire que diplomatique au sein du bloc. En Arabie, la présence militaire française vient renforcer la présence américaine en permettant à celle-ci de se dégager des tâches de police internes afin de mieux se consacrer à faire face militairement à l'URSS qui tente d'effectuer une percée par l'Afghanistan. Au niveau diplomatique, la France en ayant une politique démarquée vis-à-vis du tuteur américain, complète très bien la diplomatie US dans les négociations délicates, notamment vis-à-vis des pays encore mal intégrés au bloc (Algérie, Iran, Irak, Pakistan, Inde, etc...).

Les divergences diplomatiques sont de façade ou secondaire, sur l'essentiel les grands partenaires occidentaux sont d'accord, c'est ce qui se concrétise sur le terrain. Il ne faut pas se laisser abuser par la démagogie du langage, surtout du langage diplomatique où l'essentiel n'est toujours que sous-entendu.

Par sa diplomatie "originale", la France défend ses propres intérêts. Mais ses intérêts passent par la défense du bloc. C'est ce qu'a concrétisé une fois de plus le voyage de Giscard en Arabie.

J.J.



Les atouts de la France

Dans le champ clos de la concurrence internationale, le capital national français, l'entreprise France dispose de deux atouts de taille qu'elle monnaie du mieux possible afin de défendre son économie :

- d'une part son savoir-faire militaire concrétisé par une puissante industrie militaire qui est la 3ème du monde et par une armée qui a puisé son expérience dans un sinistre passé colonial et qui se traduit aujourd'hui par une grande adaptation aux opérations de soutien des bourgeoisies locales et des intérêts français en Afrique et au Mo-

LA MONTEE DE L'AGITATION SOCIALE

● En Turquie, malgré la féroce répression qui s'est abattue sur les émeutes d'ouvriers d'Izmir, les luttes continuent. A Istanbul, des milliers d'ouvriers défiant les lois d'exceptions qui interdisent les rassemblements ont manifesté contre les licenciements de 500 de leurs camarades. 1500 ont été arrêtés.

En Syrie, dans le nord et le centre du pays, le couvre-feu a été déclaré face à une situation insurrectionnelle. L'aviation a bombardé les villes insurgées. A Alep, une vague d'arrestations a déclenché des mouvements spontanés dans la population, des grèves et des manifestations violentes qui ont tourné aux combats de rue. Pour mater la rébellion, la bourgeoisie a dû envoyer ses blindés et des unités spéciales de combat, et encercler la ville.

En Iran, malgré le black-out des informations, les mouvements de grèves continuent dans différents secteurs, dans l'industrie pharmaceutique à Téhéran et dans les aciéries à Abadan.

Au Brésil, après les mouvements de grèves massives et les affrontements violents qui avaient secoué le pays en septembre-octobre 79, l'agitation reprend avec force : 12000 dockers en grève paralysent le port le plus important du pays. Santos. 50 000 métallurgistes menacent également le patronat de grève.

L'ère de la paix sociale est bien terminée pour la bourgeoisie. A l'est comme à l'ouest, dans les pays sous-développés comme dans les plus industrialisés, il n'est plus un seul pays où le prolétariat n'affirme sa combativité contre une crise chaque jour plus profonde.

Dans les pays de la périphérie du capitalisme, c'est vers une situation d'agitation quasi permanente bloquant toute la vie économique, que l'on s'achemine.

Dans les pays centraux du capitalisme, les mouvements de lutte qui s'affirment, bien que d'une façon moins explosive, n'en sont pas pour autant moins profonds et significatifs.

En Grande-Bretagne, la grève de la sidérurgie doit reculer actuellement, mais c'est néanmoins forte d'une expérience de solidarité inter-secteurs, de l'apprentissage de la généralisation, d'une expérience de débordement syndical.

Et c'est maintenant dans les bastions capitalistes de paix sociale et de prospérité que le prolétariat reprend ses luttes, balayant le mythe d'une classe ouvrière intégrée au capital.

En Allemagne, les sidérurgistes ont déjà ouvert la voie.

Au Danemark, les grèves ressurgissent.

Aux Pays Bas, les grèves se multiplient et la volonté de généralisation qui s'affirme à l'encontre de l'obstacle syndical ainsi que les combats de rue qui ont eu lieu pour défendre des squatters expulsés sont bien le signe d'une agitation grandissante et confirment que la grève sauvage des dockers n'avait rien d'une réaction de colère isolée. Les discussions en assemblées générales se poursuivent d'ailleurs dans ce secteur.

Dans cette vague de luttes qui s'étend maintenant à tous les pays des plus "riches" aux plus "pauvres" se dessinent les bases d'une internationalisation des luttes et d'une unification mondiale du prolétariat.

Si la bourgeoisie n'a d'autre alternative à offrir à l'humanité qu'une nouvelle guerre généralisée, il se confirme que le prolétariat, lui, n'est toujours pas prêt à s'y plier, mais avance sur sa voie propre : celle qui mène au communisme.

Grande-Bretagne

LA CONTRE-OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE



PIQUETS DE GREVE ET POLICIERS FACE A FACE A SHEERNESS

● Douze semaines après le début du conflit dans la sidérurgie en Grande-Bretagne, la tension sociale a baissé. Les ouvriers de British Steel, après trois mois de grève, sont sur le point de rentrer au travail.

Les différents secteurs de la classe ouvrière qui avaient commencé à s'engager dans le conflit social, les ouvriers de la sidérurgie privée, les mineurs, les ouvriers de l'eau, les égoutiers sont rentrés au travail, ou ne sont pas partis.

Les ouvriers de la sidérurgie sont donc isolés et sont à bout de ressources financières et d'énergie. Beaucoup d'entre eux, face à ces conditions défavorables, ont pris le parti de rentrer et d'accepter les offres patronales. Le TUC organise les négociations, et la reprise.

Les conditions de la grève

Dans les deux précédents numéros de notre journal, nous avons suivi les développements de cette grève. Nous

avons montré comment, au départ, les ouvriers portaient en lutte dans des conditions difficiles puisque c'est la bourgeoisie qui les avaient choisies. En fait, patronat, gouvernement et syndicats avaient étroitement collaboré pour préparer la grève.

Les patrons avaient fait le plein d'acier dans leurs usines ; les entrepôts étaient assez remplis pour assurer la production pendant trois mois. La grève ne gênait donc pas l'activité industrielle qui d'ailleurs d'après les patrons aujourd'hui, a été assurée à 95 %.

Le gouvernement et les syndicats avaient passé des conventions salariales qui en elles mêmes, ne pouvaient que provoquer la colère des sidérurgistes puisqu'on leur offrait 2 % d'augmentation alors que l'inflation dépassait 18 %, mais en même temps les isoler des autres puisque ceux-ci avaient des augmentations qui atteignaient parfois 20 %.

Ils s'étaient donc tous mis d'accord pour supporter une grève à la BSC, une "soupape de sécurité" nécessaire. Ils s'étaient même mis d'accord sur l'objet de la grève : les augmentations de salaire et pas les licenciements que les syndicats ont soigneusement évités de mettre à l'ordre du jour de leurs négociations.

Ils avaient donc décidé la date de la grève : avant l'annonce des licenciements ; sa durée : trois mois de stocks ; le secteur : la sidérurgie nationalisée.

L'extension de la grève

Cependant, le mécontentement des ouvriers était fort, et ils n'étaient pas prêts à se laisser faire. Au début, les ouvriers sont partis en grève aux côtés des sidérurgistes dans le pays de Galles. Le syndicat les a fait rentrer. Pour rendre la lutte effective, les ouvriers ont fait des piquets pour bloquer la circulation de l'acier dans le pays, comme l'année dernière les camionneurs l'avaient fait. Puis ils se sont rendus compte que bloquer tous les ports, tous les entrepôts, toutes les portes d'usine était pratiquement impossible et que leur action était inefficace. Alors dans différentes villes les piquets ont décidé d'aller faire débarrer les usines. Dans la période de fin janvier, début février, des piquets sont allés chercher la solidarité active des autres ouvriers, et le mouvement s'est étendu. A Sheffield, à Corby, à Grantham, à Ilkessone, les ouvriers se sont mis en grève aux côtés des sidérurgistes.

La bourgeoisie a commencé à s'inquiéter. Elle avait prévu une grève sectorielle ; elle faisait mine de s'étendre. Elle voulait une masse passive qui attende l'issue des "négociations" et les ouvriers s'activaient. Ils avaient dit non au 2 % ; ils disaient non au 8 %. Ils s'affrontaient à la police. Alors la bourgeoisie a renforcé sa contre-offensive.

La contre-offensive

Le rôle d'avant-garde dans la contre-offensive de la bourgeoisie contre les ouvriers, revient aux syndicats. C'est leur tâche spécifique dans les rangs ouvriers. Pendant toute la première partie de la grève, les autorités syndicales, pensant que le conflit restera

(suite p. 7)

Hollande

LA SOLIDARITE CONTRE L'ETAT

● A Amsterdam, l'évacuation de quelques squatters a donné lieu à de violents affrontements de rue entre les unités spéciales anti-émeutes (ces fameuses brigades de guerre civile que la bourgeoisie met en place dans tous les pays) et plusieurs centaines d'habitants du quartier qui, devant l'invasion de la police sont venus spontanément prêter main forte aux squatters.

Durant trois jours, les habitants du quartier se retranchent derrière des barricades et doivent finalement céder devant un arsenal répressif d'envergure (1 millier de policiers, 6 chars, des voitures blindées et des bulldozers). Le soir même, une manifestation spontanée réunit 18 000 personnes aux cris de : "Non à la police, oui au squatt!"

Derrière l'ampleur qu'a pu prendre cet événement, il n'y a pas qu'une simple "guerre des squatters" ou qu'une stricte question des logements, comme l'a présenté la presse, mais le signe d'une tension sociale montante aux Pays-Bas en réponse à une situation économique qui se détériore. Au moment où c'est la plus grande puissance capitaliste qui plonge dans une récession sans précédents, la crise générale du capitalisme n'épargne plus les "paradis socialistes" ou autres pays prospères. L'Etat doit tomber le masque d'"Etat social" pour apparaître sous son vrai jour, non plus d'organe garantissant le bien-être des citoyens, mais d'organe répressif maintenant les rapports de domination, de violence d'une classe contre une autre. Avec la crise, la bourgeoisie doit révéler ouvertement qu'elle n'a que faire des conditions de vie de ses esclaves salariés.

Dans le domaine du logement comme dans tous les domaines, ce sont de sordides intérêts d'argent qui déterminent la politique de l'Etat et non pas le souci du bien-être social. Il y a

53 000 demandes de logement insatisfaites à Amsterdam.

Le squatt n'est plus seulement l'affaire de quelques marginaux qui, incapables de voir dans le prolétariat la seule force porteuse d'un avenir, théorisaient l'insoumission individuelle comme arme d'un bouleversement social. Le phénomène du "squatt" s'est étendu (7000 personnes "occupent" à Amsterdam), tout simplement parce qu'il n'y a pas assez de logements ou que les loyers deviennent exorbitants.

Et quand bien même il ne s'agirait que d'une poignée de marginaux, la solidarité massive qui s'est manifestée face à la police et lors de la manifestation est le signe d'un mécontentement beaucoup plus étendu.

Un mécontentement qui ne s'arrête pas d'ailleurs à un simple problème de logement : lorsque des individus montrent une volonté manifeste de s'affronter à la police, c'est qu'il y a bien plus qu'un mécontentement isolé mais bien un ras-le-bol général et une accumulation de colère, colère due à l'aggravation des conditions de vie orchestrée par l'Etat : blocages des salaires, baisse du pouvoir d'achat, dégradation de tous les services sociaux. Derrière ces affrontements avec la police, il y a en fait autant une solidarité sur un problème spécifique de logement qu'un refus de se soumettre à l'Etat et à sa répression.

Le vrai visage de la démocratie

La bourgeoisie ne s'y est pas trompée ; la preuve en est dans son déploiement spectaculaire de matériel répressif contre les manifestants. Déploiement que justifie sa peur d'une généralisation du mouvement. La question du logement comme celle des augmentations de prix, s'adressent à une population dans son ensemble et dans un même temps. Au contraire d'attaques

partielles qui peuvent laisser l'illusion aux ouvriers d'une attaque limitée et d'une possibilité d'y faire face dans l'isolement par usines, l'attaque directe des conditions de vie de la population crée une base unificatrice immédiate des luttes. De cela la bourgeoisie a eu plus d'une fois l'occasion de tirer les leçons. Ne serait-ce que du cas des émeutes en Pologne en 70 et 76 où des augmentations de prix des denrées alimentaires ont déclenché des insurrections et les débuts d'une organisation autonome du prolétariat.

Mais c'est aussi une volonté de mise en garde contre les luttes à venir que manifeste ce déploiement spectaculaire de chars et de blindés. Ce n'est certes pas un hasard si cette affirmation de force se produit au moment où des grèves s'étendent dans le pays et où la bourgeoisie qui vient de voter une loi de blocages de salaires se heurte au refus des ouvriers. Acculée par la crise, la bourgeoisie ne peut plus tolérer aucun signe d'insoumission alors que c'est une austerité encore plus grande avec au bout la guerre qu'elle doit tenter d'imposer à la classe ouvrière.

Et c'est en effet à une répression féroce et sans pitié que doivent se préparer les ouvriers de la part de leur Etat démocratique et grand défenseur des droits de l'homme. Face à la lutte de classe, qu'elle soit de droite ou de gauche, démocratique et totalitaire, la bourgeoisie n'a qu'un seul visage : la terreur.

Mais ce n'est qu'en généralisant le plus résolument sa lutte, en la généralisant au plus grand nombre de secteurs et de pays, en s'organisant comme une force autonome des autres couches de la société, que la classe ouvrière pourra se renforcer pour affronter et faire reculer la terreur bourgeoise.

G.

Pays de l'est

LUTTE DEMOCRATIQUE OU LUTTE DE CLASSE

● Les pays de l'est sont des Etats capitalistes. Comme tous les autres, et contrairement à ce que prétendent toutes les fractions de la bourgeoisie qui en font des pays socialistes -soit par apologie de ce modèle, soit pour discréditer l'idée même du socialisme.

Le sort de la classe ouvrière n'y est ni plus ni moins enviable qu'ailleurs. La réalité à laquelle elle est confrontée est la même que partout : l'exploitation. Les formes particulières qui caractérisent l'austérité à l'est (pénurie de capital, pénurie des moyens de consommation, marché noir attaché à tous les aspects de la vie quotidienne, salaire aux pièces pour la majorité des ouvriers) et le manque de souplesse de l'appareil d'Etat ne font que traduire les difficultés d'économies nationales plus faibles pour s'adapter aux impératifs de compétitivité et à la concurrence exacerbée sur un marché mondial saturé.

Comme dans beaucoup d'Etats sous-développés, si le capitalisme sévit à l'est sous une forme plus crue et plus brutale que dans la plupart des pays occidentaux, cela correspond à la faible marge de manoeuvre de la bourgeoisie locale au sein de la crise mondiale du capitalisme.

Comme dans n'importe quel autre pays capitaliste, face aux conditions de vie de plus en plus dures qui lui sont imposées dans l'aggravation de la crise, la classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de mener la lutte face à sa propre bourgeoisie. Mais quelle lutte?

A l'Ouest, la gauche ne fait que proposer, sous le label "socialiste" que des mesures plus fermes et plus résolues de capitalisme d'Etat : à l'est, la "dissidence" fait miroiter une "démocratisation" à l'occidentale de l'appareil d'Etat. Les uns et les autres poursuivent un même but : étouffer la lutte de classe qui dans tous les pays commence à ressurgir face à des conditions de vie de plus en plus intolérables.

L'illusion démocratique : une impasse

Les Soljenytsine, Pliouchtch, Sakharov ont défrayé la chronique des médias de la bourgeoisie en Occident, trop heureuse de disposer d'accusateurs du "goulag" pour sa campagne d'intoxication idéologique à l'heure où s'intensifient les préparatifs d'un conflit mondial entre l'est et l'ouest. Les "samizdats" (écrits clandestins) commencent à circuler au-delà du "rideau de fer" et les "dissidents" connaissent un regain de popularité qui ne manque pas d'être favorisé par l'intensification de la répression par l'appareil de l'Etat à l'est.

Ainsi, au cours de ces derniers mois, on a assisté à la naissance d'une revue, "l'Alternative" (3 numéros parus depuis octobre 79) aux éditions Maspéro et à la parution chez le même éditeur d'un livre : "Syndicalisme et libertés en Union Soviétique".

D'après leur déclaration publiée en exergue, les instigateurs de la revue ne se reconnaissent "ni à l'ouest dans le système capitaliste, ni à l'est dans un système qui n'a de socialiste que le nom". Ils annoncent "une revue d'information et de dialogue sur les luttes qui se mènent en Europe de l'est pour les libertés démocratiques,

individuelles et collectives".

Qu'en est-il en fait? Les cartes sont bien vite abattues. Certains collaborateurs de cette revue animaient en effet un débat le 15 mars dernier au forum des Halles à Paris sur le développement des syndicats libres et des luttes ouvrières en Europe de l'est. Dans une discussion, le roumain P. Goma dévoilait sa grande admiration pour le "modèle suédois" et pour la "démocratie française" animée par Giscard tandis qu'au cours du débat, le russe V. Fainberg propageait l'idée que le boycott des Jeux Olympiques serait la lutte "la plus efficace pour le sort des dissidents persécutés".

Voilà l'orientation de la lutte que proposent des intellectuels désavoués, ces membres déçus réduits au chômage, de l'appareil d'Etat et de la classe dominante. Les soutiens les plus actifs dont ils bénéficient sont aussi révélateurs. D'où viennent-ils? D'organisations trotskystes -et notamment l'OCI. Les uns pimentent à leur façon la propagande occidentale pour les "Droits de l'Homme", et prônent la lutte pour le "pluralisme démocratique" dans les pays de l'est. Les autres prêchent pour les occidentaux un programme de capitalisme d'Etat conçu -mais débarrassé de ses "scories bureaucratiques"- sur le modèle réalisé

à l'est. Il n'est pas moins étrange à première vue de voir l'appui sans réserve des fédérations CGT -comme le syndicat des correcteurs de Paris et de la région parisienne- aux initiatives de création de "syndicats libres" à l'est, alors que la CGT est une centrale syndicale affiliée à la FSM, dominée par les syndicats officiels soviétiques qu'on n'hésite pas pourtant à dénoncer comme "totalement intégrés à l'appareil d'Etat" (on cite l'exemple édifiant de l'avant-dernier président des syndicats qui avait été auparavant le chef du KGB, la tristement célèbre police politique).

Au-delà des paradoxes, ces individus et ces organisations se retrouvent naturellement accoués de par leur fonction commune à l'est comme à l'ouest : nourrir et entretenir les illusions de la classe ouvrière.

Car ce sont des illusions de croire que la classe ouvrière n'a qu'à demander aux dirigeants "davantage de droits" et de "démocratie", l'application ou la modification du code du travail et de la "constitution socialiste" comme le réclament les "syndicats libres". Chaque fois que les ouvriers ont tenté de protester légalement ou fait appel à l'appareil d'Etat "contre la violation de la légalité", qu'ils ont réclamé collectivement "ce à quoi ils avaient droit", la seule réponse de l'appareil d'Etat a été la répression : internements, emprisonnements, exils, déportations, "disparitions", massacres. Le livre "syndicalisme et libertés en Union Soviétique" pullule d'exemples de cette nature qui vont de la liste des animateurs persécutés des "syndicats libres" à une lettre (au PCUS!) des habitants d'une cité ouvrière du district de Kiev sur la répression de leurs revendications pour de meilleures conditions de logements. Comme partout, la classe ouvrière fait l'amère expérience qu'elle n'a d'autre droit que celui de se faire exploiter.

Elle n'a aucune illusion à se faire et rien à attendre de l'appareil d'Etat, ni une amélioration de ses conditions d'existence, ni une atténuation de la répression.

Les ouvriers N'ONT PAS D'AUTRE CHOIX pour défendre leurs intérêts que l'affrontement direct avec l'appareil d'Etat, qui leur est imposé par le fonctionnement même et la logique implacable du capitalisme en crise.

Chaque fois qu'elle affirme ses revendications, sur un terrain de classe, elle doit s'affronter à la terreur étatique.

Une seule voie possible : la lutte ouvrière

La liste des luttes ouvrières importantes à l'est est déjà longue : les insurrections en Allemagne de l'est de juin 1953 (voir la Revue Internationale n°15), de Pologne et de Hongrie en 1956 (cf RI n°32), d'Alexandrov et de Novocheerkassk en URSS (1961-62) où les troupes du KGB tirant sur des foules désarmées, et une répression féroce ont fait plus de 700 morts, l'explosion ouvrière qui a embrasé toute la Pologne durant l'hiver 1970-71. Confirmant la remontée générale des luttes dans le monde, l'effervescence ouvrière ne s'est pas démentie durant la dernière décennie écoulée avec des grèves importantes au sud de l'Ukraine à l'automne 72, et des dockers de Riga en 1975-76, les ouvriers de Radom, d'Ursus et d'autres villes polonaises qui, en juin 76 ont contraint l'Etat à ajourner d'importantes hausses de prix sur des produits de consommation courante, grève de 35 000 mineurs de la vallée de la Jiu en Roumanie en août 77 (3 ou 4000 d'entre eux ont été déportés par la suite), vague de conflits sociaux en RDA en juillet 79, consécutive à des augmentations de prix des produits alimentaires, de même qu'en Hongrie au mois d'août, troubles en Pologne, 9 ans après l'insurrection de 70 qui ont été évoquées dans le précédent numéro de notre journal.

Dans ces luttes, la classe ouvrière ne peut faire confiance qu'à elle-même, en ses seules forces. Elle devra renouer avec ses propres organes de lutte qu'elle a déjà su secréter dans les moments les plus hauts de ses combats comme en Pologne : les conseils ouvriers.

Pour elle, la voie n'est pas de se battre pour des "conquêtes démocratiques", mais sa seule perspective ne peut être que le renversement de l'Etat en balayant toute illusion démocratique. Malgré les mystifications et l'étiquette "socialiste" du capitalisme d'Etat, seule la lutte résolue contre lui peut ouvrir la voie au véritable communisme.

Amérique Centrale

L'ETAT "PROGRESSISTE"... REPRIME!

Proletariat contre

mystifications capitalistes

● Après le Nicaragua où la révolte des prolétaires, des sans-travail, des ouvriers agricoles et des paysans pauvres a été endiguée et détournée par le Front Sandiniste, dernière expression du maintien de l'ordre capitaliste, au nom de la démocratie, du peuple et du patriotisme, aujourd'hui c'est le Salvador qui est le lieu de même processus de dévoiement de la révolte des opprimés. Plus largement, c'est toute la région de l'Amérique centrale et des Caraïbes qui est depuis plus d'un an le théâtre d'une profonde agitation sociale provoquée par la dégradation croissante de l'économie et l'effritement accéléré des vieilles dictatures militaires de plus en plus incapables de maintenir l'ordre. Tout cela a incité les USA qui contrôlent la région à mettre en place une nouvelle orientation politique afin d'éviter une trop grande déstabilisation.

La situation économique et sociale

L'Amérique centrale est une mosaïque de petits Etats que la crise a frappé de plein fouet au même titre que l'ensemble de l'Amérique du sud (voir notre article dans RI n° 69). La hausse incessante du coût de la vie, l'augmentation des impôts, un taux de chômage qui est le plus élevé de toute l'Amérique latine, une répression ouverte des luttes, tout cela a poussé les ouvriers, les journaliers, les chômeurs, les paysans à accentuer leur

résistance à l'image des prolétaires des autres Etats d'Amérique du sud.

Dans leur dernière revue nos camarades d'Internacionalismo ont clairement montré toute l'acuité des combats prolétaires dans cette zone. Notamment en mars 79 au Salvador où les ouvriers de dix usines en lutte furent réprimés de façon sanglante (7 morts, environ 60 blessés), en Honduras à la même époque c'est 4 ouvriers d'une usine textile en grève qui vont être tués ! En août à Costa-Rica va éclater une grève de protestation contre le renvoi de 180 ouvriers d'une entreprise d'extraction et d'une raffinerie de pétrole, cette grève paralysera la cité portuaire de Limon. En septembre, en Honduras 9 000 ouvriers de la United Brands vont se mettre en grève pour des augmentations de salaire paralyser l'exportation des bananes (20 % du total des exportations de ce pays). En octobre au Salvador, 6 entreprises de traitement du café vont être occupées et paralysées, le nouveau gouvernement militaire "populiste" devant finalement céder à certaines revendications. En novembre, à Panama, ce sont les professeurs qui après une grève nationale de deux mois vont obtenir une demi-victoire. (D'après Internacionalismo n° 12, 1er trimestre 80).

Au Nicaragua, soi-disant libéré et en marche vers le socialisme, les trotskystes eux-mêmes (voir Rouge n° 908) doivent avouer que le prolétariat continue à se battre malgré la pression des sandinistes qui utilisent massivement le chantage à la "reconstruction" (capitaliste bien sûr !) : ainsi devant 500 ouvriers agricoles en lutte dans une entreprise de sucre de

San Antonio un des dirigeants du FSLN a du battre en retraite sous les huées de la foule alors qu'il proposait ni plus ni moins aux ouvriers de négocier plutôt que de cesser la production ! (1)

La stratégie des U.S.A.

Les convulsions du capital dans cette zone suscitent aussi les tentatives de la part du bloc russe par l'intermédiaire de Cuba d'amoindrir le contrôle économique-militaire des USA. Les liens très étroits qu'avaient noués les USA avec les dictatures militaires liées aux oligarchies bourgeoises et aux gros propriétaires fonciers de ces pays ont poussé certaines franges de la bourgeoisie à se rapprocher de la Havane. Et Cuba n'a pas manqué d'essayer d'exploiter pour son compte le fort sentiment anti-américain de cette région ! Face à cette situation les USA ont du changer leur stratégie et "lacher" peu à peu les dictatures militaires dans le cadre de leur croisade pour les "droits de l'homme". Ainsi Cyrus Vance déclarait le 20.10.79 qu'il ne s'opposait pas "au pluralisme et à la diversité", qu'il fallait distinguer entre "les changements sociaux et politiques qui résultent de facteurs internes et ceux qui résultent de forces et de pressions extérieures". (cité dans Internacionalismo). C'est ainsi que les USA ont fini par soutenir la "bonne affaire" que représentait la prise du pouvoir au Nicaragua par le Front Sandiniste coupant l'herbe sous le pied de Cuba qui y avait envoyé 1 200 conseillers. Parallèlement les USA ont amélioré leur capacité d'intervention militaire dans les Caraïbes et peuvent compter sur le rôle de gendarme "démocratique" du Venezuela qui est la troisième force militaire de la région après Cuba et le Mexique.

La stratégie "souple" des USA, les manoeuvres de Cuba, tout cela va se traduire par encore plus de battage démocratique, populiste, nationaliste que le prolétariat devra rejeter. Car c'est la classe ouvrière qui est la seule force révolutionnaire capable de s'attaquer aux racines de la misère et de l'exploitation sans bornes qui régissent dans cette zone ! Plus que jamais le drapeau de l'internationalisme doit se relever dans cette région où les contradictions politiques, économiques et sociales s'accumulent et où le prolétariat sera contraint de marcher vers l'auto-organisation dans ses luttes, l'indépendance de classe et la préparation révolutionnaire !

le 14.03.80 Chénier

Note (1) : comme le disent les canailles de la LCR dans leur presse : "le FSLN reconnaît que seul l'approfondissement de l'engagement des organisations et de la conscience de classe des travailleurs peut faire avancer la révolution (!!!). Augmenter leurs forces, fortifier les syndicats en élargissant la compréhension que les travailleurs ont du rôle clé qu'ils doivent jouer. Ce besoin d'explication se fit sentir lors d'une série de grèves récentes réclamant des augmentations de salaires, la plupart du temps dans les entreprises nationalisées et toutes dirigées par des forces non FSLN dans les syndicats. Les sandinistes ont cherché à convaincre les travailleurs en grève de renoncer à de hauts salaires dans l'intérêt général de la classe ouvrière dont une partie importante est encore au chômage (souligné par nous)" (Rouge n° 908).

LE SYNDICALISME GARANTIT L'EXPLOITATION

SUITE de la P.1

dicats et en particulier la CGT ont depuis l'an dernier totalement modifié leur langage et parlent même de "révolution". Même si comme le déclarait Ségué à France-Soir le 10 novembre 79: "Le réformisme est la seule voie réaliste de la révolution". Une contradiction dans les termes bien difficile à expliquer, d'autant plus qu'une transformation progressive et sans à-coups apparaît encore plus impossible face à la crise économique.

Les sociologues et les patrons crient "gare!", les syndicats de trouver un nouveau langage, de nouvelles attitudes, la crise fait son chemin et les ouvriers dans les luttes se posent de plus en plus de questions. Si on ne peut assimiler directement ce que la bourgeoisie appelle "crise du syndicalisme" à la volonté des ouvriers d'en découdre avec le capitalisme et de transformer radicalement la société actuelle, on peut encore moins assimiler le désintérêt général quand ce n'est pas la critique ouverte vis-à-vis de l'"action", des mots d'ordre et des perspectives (très floues, par ailleurs) des syndicats, à une baisse de la combativité ouvrière due à l'échec de la gauche aux élections de mars 78.

Les luttes et la 'crise du syndicalisme'

Il est vrai qu'après l'explosion de mai 68, les syndicats ont pu connaître dans les années qui l'ont suivi un afflux de militants, mais :

"Les effectifs des centrales ouvrières n'ont pas augmenté (après 68) dans des proportions aussi importantes qu'en 36 où ils avaient été multipliés par 5. On a parlé de 500 000 cartes

pre compte l'espoir et les aspirations qui après des années de contre-révolution renaissent dans la classe ouvrière.

Dans cette situation, la désyndicalisation, le désintérêt général pour les mots d'ordre syndicaux, dans un processus croissant depuis 1973 ne veulent absolument pas dire que la classe ouvrière face à la crise économique ait accepté de se soumettre à la logique du capitalisme. Au contraire, dès que les plans d'austérité ont été libérés après la campagne électorale, la réaction des ouvriers ne s'est pas faite attendre et à Longwy, Denain, Caen, St Chamond... celle-ci s'est développée comme une trainée de poudre, malmenant, contestant et débordant POUR POUVOIR S'AFFIRMER l'encadrement syndical.

A l'inverse, l'encadrement syndical qu'on réussit à imposer les centrales syndicales en 36 et après ne correspondait pas, lui, à un développement de la lutte de classe et d'une alternative révolutionnaire face à la crise du capitalisme, puisque celui-ci a acculé la classe ouvrière dans la logique du capitalisme et l'a ainsi menée dans la guerre mondiale.

Pour ne prendre qu'un exemple et illustrer le fait que la désyndicalisation et la perte d'influence des syndicats sur la classe ouvrière ne veut pas dire chute de la combativité de la classe ouvrière, on peut se référer à l'expérience des ouvriers d'Alstom, où, après l'été, s'est menée une puissante grève, la première après 1968 :

"En l'espace de 5 ans, la section CGT de l'entreprise (Alstom) a perdu 60% de ses troupes! L'hémorragie a com-

meilleurs intérimaires pour l'industrie), restructuration quand ce n'est pas disparition pure et simple de secteurs anciens et traditionnels (sidérurgie, textile, etc) de la production où les syndicats avaient une implantation de longue date. La CFDT a d'ailleurs consacré une brochure entière pour expliquer cette fameuse crise du syndicalisme qui s'intitule "la classe ouvrière éclatée".

Ces conditions rendent l'encadrement syndical bien plus difficile d'un côté et d'un autre impliquent une dynamique particulière à la lutte de classe que les syndicats ont et surtout auront avec le développement de la crise le plus grand mal à canaliser et à entraîner dans des voies de garage.

En effet, le terrain privilégié et traditionnel sur lequel les syndicats ont le plus de prise est le terrain de l'entreprise et de la corporation (sans parler du terrain national, ou plutôt nationaliste) de la lutte par corporation, par entreprise, et c'est d'ailleurs sur ce terrain qu'ils font tout pour maintenir les luttes.

Dans la situation où se trouve la classe ouvrière et dans le cadre de la situation où se trouve le capitalisme, le développement des luttes, les poussées, les percées que les ouvriers font ça et là dans un premier temps tendent, même si les ouvriers qui en sont les artisans n'en prennent pas immédiatement conscience, à se fonder en une seule expression, une seule et unique volonté collective d'en finir une fois pour toutes avec le capitalisme.

Premièrement, parce qu'il apparaît de plus en plus impossible de se battre isolés, enfermés dans son usine face à une puissance financière, judiciaire et policière qui, elle, est centralisée au travers de l'Etat.

Deuxièmement, parce que le choc dans la lutte des différentes catégories, corporations, le choc des différentes situations où se trouvent les ouvriers, chômeurs ou non-chômeurs, immigrés comme travailleurs de la métropole, efface les particularismes pour laisser apparaître et s'affirmer les intérêts généraux du prolétariat contre le capital.

La hantise des syndicats est justement que, face à la crise du capitalisme, les luttes contre leur situation immédiate amènent à une remise en cause radicale de la société bourgeoise et l'emprise de l'Etat qui s'appuie sur la passivité des exploités et l'acceptation servile des lois de la société en place.

Aujourd'hui, le mirage électoral a disparu, les réalités de la crise, de la lutte de classe et de leur mélange explosif, reprennent leurs droits. De ces réalités, les syndicats en ont pris conscience.

La CGT, par exemple, dans la période électorale, minimisait ou niait carrément l'existence de la crise économique, la ramenait à une question de "mauvaise gestion". Tout l'espoir des ouvriers devait être assujéti à l'échéance électorale où la gauche et les syndicats promettaient de "changer la vie" et d'éliminer la crise en éliminant les "abus".

Aujourd'hui par la voix de Mr. Krasucki, la CGT déclare : "La seule crise que je connaisse est celle du capitalisme qui s'aggrave et à laquelle il ne trouve pas d'issue... Autrefois, en période de crise économique, les travailleurs dans leur grande masse avaient tendance à faire le gros dos, par crainte... Aujourd'hui, c'est tout le contraire de la résignation" (4)

De la remise en cause des syndicats à la remise en cause du capitalisme

Les syndicats font partie intégrante de cette société, de ses lois, de ses règles. Ils en sont une des principales institutions. Deux raisons d'être les animent. La première est qu'en tant qu'institution, ils tendent à se renforcer pour eux-mêmes, c'est à dire pour les syndicats, qu'ils disputent aux autres fractions de l'Etat et de la bourgeoisie le monopole du contrôle et de l'encadrement de la main-d'oeuvre, de la force de travail. Ils ne trouvent d'ailleurs vraiment leur compte que quand, directement intégrés à l'Etat et au gouvernement en place,

ils ont pour tâche de faire appliquer des plans de production. Il est d'ailleurs assez révélateur de voir les syndicalistes actuels, face à la désertion des syndicats évoquer avec nostalgie la glorieuse époque d'avant et d'après guerre, "seule véritable période du syndicalisme de masse". Ce syndicalisme dont le contenu est avant la guerre de: "revenir aux formules déjà employées de 14 à 18, où syndicats légaux et pouvoirs publics collaborent pour accélérer le rythme de la production de guerre et réagir contre la propagande défaitiste". Et après guerre: "les dirigeants de la CGT sont hostiles en 1944 et 45 à tout mouvement revendicatif et préconisent une production accrue pour accentuer l'effort de guerre et accélérer la renaissance du pays" (5)

La deuxième raison d'être, intimement liée à la première, est d'empêcher les luttes de déboucher sur une remise en cause radicale de la société actuelle et donc d'eux-mêmes.

C'est ces deux raisons d'être qui font des syndicats la principale entrave aux luttes et au développement de la conscience de classe. C'est pour cela que tout éclaircissement des buts et des perspectives des luttes passe pour les ouvriers par une remise en cause des syndicats, de leurs moyens et buts propres.

Prénat.

NOTES :

(1) "Monde", 7.03.80.

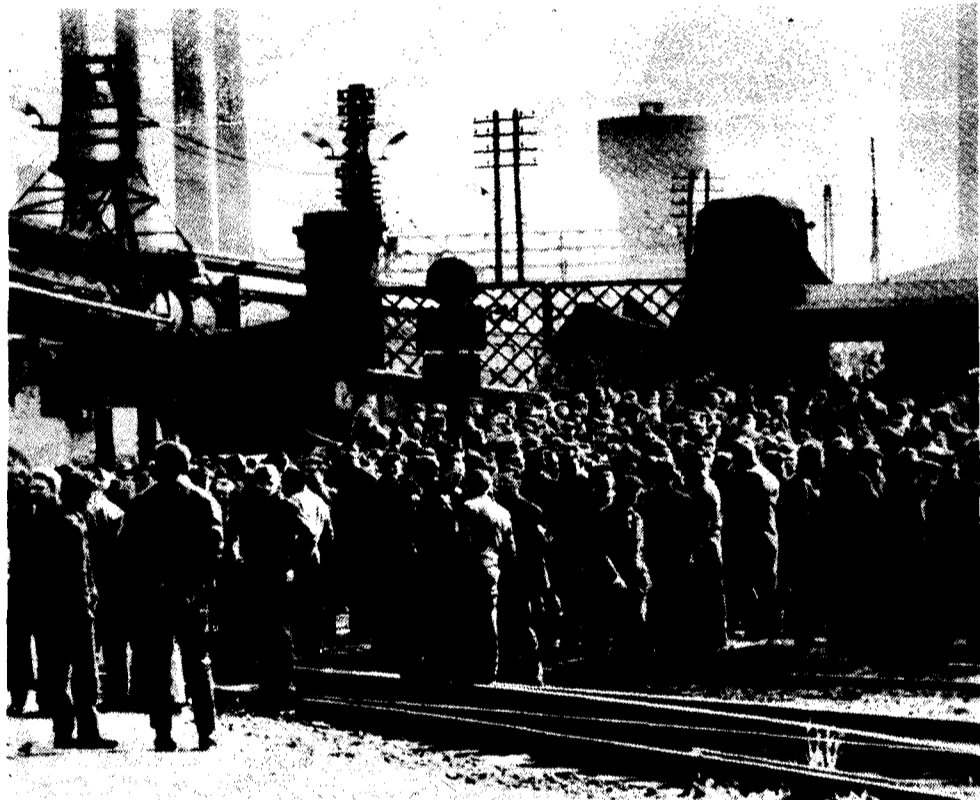
(2) "Le syndicalisme dans le monde"

(ed: "Que sais-je ?"), Page 88.

(3) "Monde", 5.03.80.

(4) "Monde", 20.03.80.

(5) "Le syndicalisme dans le monde" Idem, page 68/69.



LA LUTTE A USINOR-DUNKERQUE L'ANNEE DERNIERE : LE DESINTERET POUR LES MOTS-D'ORDRE SYNDICAUX A ACCOMPAGNE UNE REACTION PLUS COMBATIVE DES OUVRIERS A LA CRISE ECONOMIQUE.

nouvelles à la CGT, de 300 000 à la CFDT, de 100 000 à FO. Il y a aussi eu des démissions" (2).

Ce renforcement des syndicats n'a pas été seulement moins fort que dans les années 30, mais de plus a été de courte durée contrairement aux années 30 où celui-ci s'est maintenu avant, pendant et après la 2nde guerre mondiale. Dès 1973, l'hémorragie de militants n'a fait que se développer jusqu'en 78/79 et cette fameuse "démoralisation" née de la défaite de la gauche aux élections de mars 78 n'est pas à l'origine d'un mouvement dont l'ampleur a été révélée dès la dispersion de l'écran idéologique produit par les mirages électoraux.

Que la plus puissante grève de masse (mai 68), du moins en ampleur, de toute l'histoire du mouvement ouvrier international ait donné un renforcement aussi limité autant dans le nombre que dans sa durée et profondeur des centrales syndicales, est significatif, non du manque de conscience de classe dans le prolétariat, mais plutôt du fait que les syndicats, avec leurs mots d'ordres, leurs moyens de lutte et leurs perspectives, ont été difficilement capables de canaliser et de s'approprier pour leur pro-

mencé en 74... 1500 adhérents en 74, 650 à la veille du conflit. Que 150 cartes aient été reprises au plus chaud de la lutte ne suffit pas à regagner le terrain perdu. Et la CFDT ne prétend pas non plus échapper au même sort..." (3).

Pour beaucoup de sociologues appointés par l'Etat et pour nombre de syndicalistes, le développement de la crise du capitalisme et ses conséquences sur la composition et la structure de la classe ouvrière expliquent en partie ce phénomène de désyndicalisation. Cela est en partie vrai, mais ne l'est qu'en partie. Si l'on considère la structure et la composition actuelle de la classe ouvrière, on s'aperçoit que celle-ci ne se présente pas du tout avec une composition et une structure homogènes, et la crise ne fait que renforcer et développer ce phénomène. Si l'on considère la structure actuelle de la classe ouvrière, on s'aperçoit que celle-ci se compose d'un fort pourcentage de travailleurs immigrés (20% des ouvriers) sur lesquels les syndicats ont peu de prise (comme l'a d'ailleurs montré la lutte des ouvriers de la SONACOTRA), phénomène auquel s'ajoute un nombre croissant de chômeurs et de travailleurs intérimaires (1 million de tra-



Plogoff
suite de la
page 2

blement, les réactions à la menace capitaliste se font périphérielement contre ses effets plus que contre le mal lui-même : le système tout entier.

3) "Sauvegarder le patrimoine régional", "sauvegarder la nature", "sauvegarder le pays" : derrière ces mots d'ordre qui sont d'autant plus réactionnaires qu'ils dissimulent l'origine du mal et appellent à une harmonie sociale basée sur la conservation du passé, écologistes, gauchistes, partis de gauche s'ébattent avec délices. Il n'y a guère que le PC qui a du mal à concilier cette lutte anti-nucléaire, son idéologie et ses campagnes ultranationalistes dans lesquelles s'insèrent en particulier la lutte pour un "nucléaire français", garant de "l'indépendance nationale".

Aujourd'hui, il n'y a rien à "sauvegarder" d'une nature que le capitalisme façonne à son image, par des destructions successives. Seul le socialisme sera en mesure d'assurer une harmonie des rapports sociaux, une harmonie de la communauté humaine avec la nature qu'il transformera. Pour cela, il ne faut pas "sauvegarder", "conserver", une prétendue "harmonie" que le capitalisme a déjà brisée, mais détruire de fond en comble un système qui mène l'humanité à sa perte.

Chardin.

à propos du Groupe Volonté Communiste CONTRE LE REGROUPEMENT PAR L'ACTIVISME

● Le GVC (Groupe Volonté Communiste) est une scission récente du PIC (Pour une Intervention Communiste) qui provenait lui-même à l'origine d'une scission du CCI (1). Dans une "lettre-adresse" de juin dernier, intitulée "Malgré tout !", ce nouveau groupe se donne pour perspectives principales :

1. "Impulser une intervention efficace à l'aide, entre autres, d'un journal placé sous le signe de l'actualité et de réunions publiques fréquentes et régulières."

2. "Rechercher l'action commune et les discussions avec d'autres groupes en France, tout en poursuivant et en élargissant les débats internationaux. Activités qui doivent conduire à la clarification théorique dans la perspective nécessaire d'un regroupement révolutionnaire."

Dans sa première réunion publique, le GVC a annoncé donc un renouveau entre groupes et "individus révolutionnaires" pour aborder la question de "la perspective nécessaire du regroupement des révolutionnaires". A celle-ci, on a proposé aux participants de décider de faire un tract de dénonciation de la gauche au pouvoir. C'était le point de départ. Et, pour le GVC comme pour d'autres participants, cela devait être LE point de départ.

"Au début était l'action !" nous a-t-on dit en substance. "Si l'on veut véritablement rompre avec l'ambiance de sectarisme qui prédomine parmi les groupes révolutionnaires, il faut commencer par agir ensemble ; c'est en partant d'une intervention commune que l'on pourra aborder les questions plus générales et non l'inverse. Les discussions sur des questions générales historiques et politiques n'aboutissent qu'à des dialogues de sourds." Donc conclut le GVC, d'abord "recherchons l'action commune".

oOo

Il n'y a pas si longtemps, le PIC, dont les membres du GVC faisaient partie, considérait que le CCI était une organisation "contre-révolutionnaire". L'esprit d'"ouverture" du nouveau GVC constitue en ce sens une évolution certainement positive. Mais à condition qu'elle ne soit pas une ouverture vers le néant. Or, c'est malheureusement le chemin que prend jusqu'à présent la démarche du GVC.

D'un point de vue concret immédiat, c'est aller vers le néant que de décider d'intervenir alors qu'on ne sait même pas si on parviendra à se mettre d'accord sur ce qu'il faut dire ; c'est brasser du néant que de parler d'intervention des "révolutionnaires" alors qu'on se refuse à établir une définition (des critères) de ce qu'on

entend par "groupes révolutionnaires".

D'un point de vue plus général, c'est du néant que de prétendre apporter quelque chose à la lutte du prolétariat en laissant de côté les questions générales de l'"histoire ancienne".

oOo

Les organisations révolutionnaires sont une des formes de la mémoire collective du prolétariat. Une forme vivante de cette mémoire. Une organisation communiste digne de ce nom doit savoir répondre aux questions : qu'est-ce que le mouvement ouvrier a appris en deux cents ans de luttes ? Pourquoi sont morts des millions de prolétaires en lutte et qu'ont-ils enseigné aux générations futures ?

Envisager la "perspective nécessaire d'un regroupement des révolutionnaires" en mettant de côté les "discussions sur l'histoire ancienne", c'est inciter des maçons à construire une maison en mettant de côté leurs instruments de travail et leurs connaissances.

Dans le Manifeste Communiste, Marx écrivait "Les communistes ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement ouvrier.", c'est-à-dire l'avantage de savoir envisager la lutte de classe toujours dans sa dimension historique et mondiale.

Se précipiter dans l'activisme avec des phrases grandiloquentes sur le ton de "on efface tout et on recommence", "sus au passé, vive le présent !", c'est, pour des organisations qui se veulent communistes, tourner en dérision la fonction de l'organisation révolutionnaire, en faire une caricature et c'est rendre un bien mauvais service au prolétariat.

Le regroupement par l'activisme ne peut aboutir qu'à l'échec et devenir un moyen de discréditer toute idée de regroupement.

créer un pôle de référence

La perspective du regroupement des révolutionnaires est quelque chose de fondamental et de vital pour la classe ouvrière. Et pour cela même, on ne peut avancer vers elle sans un minimum de sérieux et de responsabilité.

C'est notamment vis-à-vis des groupes et éléments nouveaux qui surgissent et surgiront de plus en plus aux quatre coins de la planète, engendrés par le développement de la lutte de classe, que la perspective du "regroupement" est appelée à exercer un rôle extrêmement important.

Ce qui est particulièrement nécessaire à de tels groupes et éléments, c'est

l'existence d'un "pôle de référence", des conférences régulières, responsables, actives, dans lesquelles les organisations révolutionnaires peuvent ouvertement confronter leurs positions et mieux cerner et exposer les divergences réelles ; un cadre capable d'intégrer les nouvelles forces politiques dans l'effort général des organisations politiques du prolétariat ; un "repère" qui ne soit pas éphémère et qui soit capable de servir plus longtemps que les emballements de l'action pour l'action un lieu permettant l'intervention commune et responsable sur les questions que les groupes participants considèrent suffisamment éclaircies et méritant une telle intervention.

Seul un tel cadre peut ouvrir un chemin réel vers ce qui pourra être un jour le regroupement des révolutionnaires.

C'est un cheminement très différent de celui proposé par le GVC. Il peut sembler plus ardu, plus aride, plus ingrat à court terme. Mais il a deux avantages énormes par rapport à ce dernier : il ne connaît pas la peur de l'histoire du mouvement ouvrier et il ne conduit pas au néant.

Depuis 1974, le PIC nous a donné de multiples exemples de comment il ne faut pas concevoir l'activité d'un groupe révolutionnaire et notamment la tâche de regroupement. Toutes ses tentatives activistes, toutes ses "campagnes", toutes ses conférences prenant appui sur l'intervention immédiate n'ont pas abouti à autre chose qu'à des avortements... jusqu'à la dislocation du groupe lui-même. Avec leur tentative présente qui se situe sur le même terrain, c'est à croire qu'en 7 ans les anciens militants du PIC qui constituent le GVC n'ont rien appris, rien compris. Même si elle est destinée, comme c'est probable, à avorter une nouvelle fois, cette tentative n'est pas un simple coup d'épée dans l'eau, c'est un mauvais coup de plus porté à l'idée même d'un travail sérieux de regroupement.

(1) Les militants qui ont formé le PIC reprochaient à RI de ne pas orienter suffisamment son activité vers l'intervention immédiate. Depuis lors, le PIC avait multiplié les "campagnes" d'intervention sur tel ou tel sujet (Portugal, menace de guerre, chômage, "l'abolition du salariat", les groupes ouvriers, etc.) appelant tout le monde à le joindre dans l'action.

réunions publiques et publications du CCI

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

PARIS : Permanences tous les samedis du mois (sauf samedi 15 août), à 16 heures, au 27 avenue de Choisy, 75013 PARIS.

LILLE : Réunion Publique le 22 août à 14 h 30 au 23 rue Gosselet (MNE).

INTERNATIONALISME

BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

ACCION PROLETARIA

écrire
à l'adresse de RI.

WORLD REVOLUTION

BM Box 869
LONDON WC 1 N, 3 XX

Rivoluzione Internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

WERELD-REVOLUTIE

Postbus 11 549
1001 GM AMSTERDAM

Internacionalismo

Apartado 20674
Caracas 1020-A
(Venezuela)

WELTREVOLUTION

Ecrire
autre mention :
Postfach 410306
5000 Köln 41

Internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St;
New York, N.Y. 10027 (USA)

Révolution Internationale

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
75 027 Paris Cedex 01

Directeur de Publication : D. Van Celst
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.H.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu
Paris 20ème.

COURRIER

NOUS ATTENDONS DE CEUX QUI NOUS LISENT DES LETTRES, DES TEXTES OU ILS EXPRIMENT LEURS REACTIONS, LEUR OPINION SUR NOTRE INTERVENTION, SUR TOUS LES PROBLEMES QUE SOULEVE LA LUTTE DE LA CLASSE AUJOURD'HUI.

EN CETTE PERIODE ENCORE TROUBLE OU MURIT LA FORCE QUI VA BOULEVERSER L'HUMANITE, LA DISCUSSION EST UNE NECESSITE VITALE.

DANS CE BUT, NOUS AVONS OUVERT NOTRE JOURNAL A UN COURRIER DU LECTEUR OU NOUS PUBLIONS CES CONTRIBUTIONS, AVEC NOTRE REPONSE.

brochures

- LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (5 F)
- NATION OU CLASSE (4 F)
- PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F)
- RUPTURE AVEC LUTTE OUVRIERE ET LE TROSKYSME (10 F)
- ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (4 F)
- LA DECADENCE DU CAPITALISME (10F) NOUVEAU :
- LE TROSKYSME (6 F)
- SUR LA POLOGNE (4 F.)
- L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION (12 F.)

abonnements

Le coût de plus en plus élevé des envois et l'augmentation du prix de nos publications nous oblige à relever le prix des abonnements :

ABONNEMENTS COUPLES		
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale :		
FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
85 F	90 F	110 F

ABONNEMENTS SIMPLES		
12 numéros du journal :		
FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
50 F	55 F	70 F

ENVOIS SOUS PLIS FERMES : ABONNEMENTS COUPLES		
FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
100 F	110 F	130 F

ABONNEMENTS SIMPLES		
FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
60 F	70 F	90 F

Abonnements et versements à :
R. I. CCP 2023302 X PARIS

lisez la Revue Internationale 26

RAPPORTS ET RESOLUTIONS DU 4ème CONGRES DU CCI :
-perspectives de la lutte de classe (une brèche ouverte en Pologne)
-les conditions de la généralisation de la lutte de la classe ouvrière.
-crise économique et conflits inter-impérialistes.

LE SPECTRE DE LA REVOLTE SOCIALE

(SUITE DE LA PAGE 1)

gements décents. Toute une partie de ces catégories sociales se trouve parquée dans les taudis des villes. Beaucoup de gens n'ont pas d'autre ressource que le squat. Ainsi en Hollande et en Allemagne, où les prix des loyers sont astronomiquement élevés, la question du logement a été le principal mobile du mouvement de révolte.

- Les jeunes, sous-payés ou sans travail n'ont pas le minimum de ressources ni d'avantages sociaux à la hauteur de leurs besoins, même réduits par la nécessité. Ils n'ont pas d'endroit où vivre. D'où la revendication d'un "centre autonome de la jeunesse" à Zurich.

- Les éléments qui sont repoussés aux marges de la société sont constamment soumis à un harcèlement de la police. C'est particulièrement le cas des noirs et des immigrés qui ont à subir toutes sortes de brimades racistes de la part des flics, mais la résistance à la répression policière est de toutes façons un mobile commun à toutes ces révoltes.

Chaque fois que les mouvements de révolte ont pris de l'ampleur, ils ont rencontré l'intervention brutale de la police, que ce soit pour évacuer les squatters à Amsterdam, disperser les manifestants à Zurich, ou "nettoyer" les quartiers immigrés en Grande-Bretagne.

Bref, ces catégories constituent un secteur de la population pour laquelle il se fait de plus en plus clair qu'il n'y a pas de futur dans cette société : "No future" proclamait un des slogans des squatters en Allemagne. Puisque le capitalisme n'a rien d'autre à offrir que pauvreté et répression, de plus en plus de gens commencent à sentir qu'ils n'ont rien à perdre à opposer une résistance violente à l'ordre présent.

un retour aux années 60 ?

Certains commentateurs bourgeois, observant que l'idée de construire une "contre-culture" se trouve exprimée, particulièrement dans les mouvements de Zurich, ont essayé de décrire ces révoltes ni plus ni moins que comme une résurgence des mouvements estudiantins et hippies des années 60.

Il est vrai qu'à Zurich, les rebelles ont repris le vieux slogan situationniste : "Nous ne voulons pas d'une société dans laquelle la certitude de ne pas mourir de faim s'échange contre le risque de crever d'ennui", qui se trouve quelque peu dépassé dans un monde où la famine n'est pas seulement un risque mais une réalité déjà amplement répandue. Cependant la Suisse est un pays relativement nouveau pour ce qui est de subir les affres majeures de la crise. Justement, tout comme la rébellion de la jeunesse contre la soi-disant "société de consommation" au cours des années 60 marque la réouverture de la crise aiguë du mode de production capitaliste, les attaques contre le "consommationnisme" dans la "prospère" Zurich, expriment le fait qu'aucun coin de la planète si protégé soit-il n'échappe plus aux conséquences de la crise.

Par ailleurs, à Zurich même, le mouvement a largement été le fait de jeunes ouvriers et d'apprentis qui ont peu d'illusions sur les profits qu'ils tirent de la bonne santé du capitalisme suisse. Dans la presque totalité des cas, les protagonistes les plus combattifs de ces révoltes sont constitués par un secteur de la classe ouvrière : un secteur qui est faible, dispersé, inexpérimenté, mais indubitablement une partie du prolétariat. Cela apparaît

très visiblement dans la présence des jeunes noirs qui ont conduit toutes les émeutes en Grande-Bretagne depuis Bristol. La plupart d'entre eux sont soit les enfants sans emploi d'ouvriers, soit ouvriers eux-mêmes, en chômage ou non. Et même si plusieurs des mouvements en Europe ont connu une importante participation d'éléments venant des couches intermédiaires et petites-bourgeoises, le fait reste que la majorité de ces éléments se trouve dans une situation de chômage. Le chômage est en lui-même un facteur qui tend à prolétarianiser la petite-bourgeoisie et les couches intermédiaires, du moins dans les pays où la classe ouvrière a un poids prépondérant.

faiblesses et forces des révoltes

Ces révoltes ne peuvent être décrites comme des convulsions de la petite-bourgeoisie n'apportant qu'une diversion pernicieuse à la classe ouvrière : elles sont essentiellement basées sur un secteur de la classe ouvrière elle-même, ce qui ne contredit pas le fait que ces mouvements sont fortement influencés par les attitudes et l'idéologie de la petite-bourgeoisie rejetée par le chômage dans le prolétariat. En Allemagne, par exemple, l'idéologie "autonome" a encore un certain poids : de nombreux protagonistes des révoltes berçaient l'illusion de construire des îlots d'autonomie et de relations libres à l'intérieur du système capitaliste. Il y a surtout, étant donné que les jeunes éléments impliqués dans ces mouvements ont peu d'expérience de travail associé, qu'ils éprouvent de grandes difficultés à voir leur lutte en termes de classe et tendent à s'identifier simplement comme membres d'une catégorie particulière : jeunes, noirs, squatters, etc.

Ces faiblesses ne sont pas d'ordre purement idéologique : elles ont une base matérielle dans la position sociale des acteurs. Séparés des centres de production, par le chômage, leur font défaut les moyens décisifs de paralyser les mécanismes du système capitaliste. Privés du terrain le plus favorable qu'est le lieu social de travail, il est extrêmement difficile pour ces révoltes de générer des structures organisationnelles capables d'unifier la lutte contre l'Etat.

Il ne saurait être question pour des communistes de dissimuler les faiblesses de ces mouvements, et encore moins de tomber dans le piège de théoriser ces faiblesses, ainsi que l'ont fait Toni Negri et d'autres théoriciens de l'"autonomie ouvrière" en Italie. Selon ce courant, les diverses catégories impliquées dans ces révoltes sont les nouveaux sujets de la révolution, remplaçant les ouvriers "à emploi garanti", ouvriers qui seraient entraînés à défendre le système. Ainsi, les divisions entre travailleurs actifs et au chômage, entre les secteurs concentrés et moins concentrés du prolétariat, sont vus comme quelque chose de positif. D'ailleurs, il y a des divisions à l'intérieur des secteurs marginaux eux-mêmes et, selon les "autonomes", chaque catégorie, travailleurs, femmes, homosexuels, jeunes, noirs, etc. doit être encouragée à s'organiser de façon autonome.

Les communistes et les travailleurs doivent combattre ces idées, parce qu'elles sont une pernicieuse barrière contre l'unification de la classe. Il est important de souligner les faiblesses de mouvements

marginalisés du lieu de production ; d'insister sur la nécessité qu'ils se relient aux travailleurs dans les usines. Autrement ces révoltes, effectivement, n'auront pas de futur : isolées des plus puissants bataillons du prolétariat, elles resteront vulnérables à la répression policière et pourront facilement dégénérer dans le nihilisme et le désespoir. Ainsi que l'expérience de Pologne l'a confirmé, les ouvriers du coeur de l'industrie sont toujours la clé de toute la situation. Ce n'est pas la simple généralisation de révoltes en dehors des lieux de production qui conduira à la révolution ; c'est bien les grèves de masse du prolétariat industriel qui peuvent pourvoir la classe d'un cadre organisé et politiquement cohérent pour la lutte en dehors des usines et dans les rues.

Néanmoins, on peut discerner un certain nombre d'aspects positifs dans ces révoltes :

- leur rejet dans la pratique du légalisme et du pacifisme ;
- leur hostilité aux partis de gauche qui, comme les syndicats, n'ont qu'une faible implantation parmi les couches ouvrières mobilisées dans les révoltes. De fait, plusieurs de ces révoltes ont pris place dans des municipalités contrôlées par les partis de gauche ; et le fait n'a pas été perdu de vue que ce soit les sociaux-démocrates en Hollande et en Allemagne qui ont fait emploi de forces policières spéciales et de voitures blindées contre les squatters, de même que c'est le parti communiste en personne qui a envoyé des tanks pour réprimer les désordres à Bologne en 1977.

Avant tout, ces mouvements sont importants en tant qu'ils sont les héritiers du futur. Quand Thatcher dit que le problème derrière les émeutes en Grande-Bretagne n'est pas celui du chômage, en arguant que le chômage massif dans les années 30 n'avait pas provoqué de pareils soulèvements, elle ment du tout au tout. Une des principales causes des émeutes est absolument le chômage. N'importe quel protagoniste des émeutes a pu le dire à quiconque l'interrogeait. D'autre part, il y a bien eu, Mrs Thatcher, des émeutes de chômeurs dans les années 30.

A l'époque l'image générale de la classe ouvrière dans le monde était celle d'une classe venant de subir une terrible défaite, ce qui permit son atomisation, puis son entraînement à la guerre.

Aujourd'hui, bien que le besoin objectif pousse de nouveau le capitalisme à la guerre, la bourgeoisie anglaise vit particulièrement un sale moment pour tenter de convaincre les jeunes noirs, manifestement hostiles à l'Etat, de ce que leurs intérêts résident dans le combat pour la reine et le pays. Il va être tout aussi ardu de faire de bons soldats des jeunes allemands qui ont récemment scandalisé la bourgeoisie en manifestant contre les cérémonies publiques au cours desquelles les conscrits prêtent serment à l'armée.

LA VIOLENTE INSUBORDINATION MONTREEE PAR CES SECTEURS ACCABLES DU PROLETARIAT DONNE UN FAROUCE AVERTISSEMENT A LA BOURGEOISIE DE CE QUI L'ATTEND DES QUE LES PLUS PUISSANTES CONCENTRATIONS DE LA CLASSE OUVRIERE PARVIENDRONT AUSSI A LA CONCLUSION QUE LE CAPITALISME N'A PAS DE FUTUR A LEUR OFFRIR.

D'après un article paru dans WORLD REVOLUTION n° 38, C.D.W.

REVOLUTION INTERNATIONALE est la publication en France du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Nos Positions:

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irrévocable pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttres de libération nationale"

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

● NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.